Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

FRANCE – Christian Vélot, un lanceur d'alerte soutenu et à soutenir

Par Eric MEUNIER

Publié le 30/06/2008, modifié le 18/03/2026

Depuis 2007, le chercheur Christian Vélot se trouvait dans une situation de conflit avec sa direction de l'Institut de Génétique et de Microbiologie de l'Université d'Orsay, suite à ses prises de position publiques contre les PGM (bien qu'officiellement la direction nie tout rapport entre les deux sujets et que C. Vélot ait toujours pris soin d'intervenir en son nom et non au nom de l'Institut même s'il faisait état de son statut professionnel). Cette situation semblait vouée à déboucher sur un départ forcé ou a minima une mise au placard de Christian Vélot (cf. Inf'OGM n°89, novembre / décembre 2007, Science et OGM : la liberté... de se taire). Mais ce dernier, défendant son droit à s'exprimer publiquement et à faire état de sa profession à l'instar des chercheurs pro-OGM, avait choisi de ne pas se courber. Appuyé par une forte mobilisation citoyenne et par la Fondation Sciences Citoyennes, C. Vélot a rencontré le 9 juillet les responsables de son université de tutelle puis des membres du Ministère de la Recherche ; il était accompagné de représentants d'organisations comme la Fondation Sciences Citoyennes, Greenpeace, FNE, ATTAC, Les Verts… Résultat direct de plusieurs mois de discussions, mobilisations et manifestations, la présidence de l'université a fait savoir dans une lettre [1], résumée ainsi par C. Vélot : "*qu'elle n'avait aucun problème avec mes prises de position publiques sur les OGM, que j'avais tout à fait le droit de donner mon affiliation professionnelle pour justifier de mes compétences à parler du sujet en question […], que l'Université apportait son plein soutien pour que mon équipe de recherche continue d'exister […], qu'elle s'engageait à écrire une lettre, dont il pourra être fait état publiquement, pour « laver » mon équipe et moi-même de tout le dénigrement dont nous avons fait l'objet depuis deux ans, et qui permettra de réaffirmer que des décisions ne peuvent être prises au sein de l'Université sans une procédure d'évaluation transparente ou par des méthodes en dehors de tout cadre légitime*" [2]. Pour C. Vélot, "*ce sont bien évidemment des engagements et des avancées très importants qui, s'ils sont concrétisés, permettront de sortir de ce conflit par le haut*". Mais il est surtout à souligner, comme le fait la Fondation Sciences Citoyennes, que la manifestation du 25 juin organisée en soutien à C. Vélot fut la première mobilisation de citoyens, investissant un campus universitaire pour demander plus de transparence dans la conduite administrative et politique des instituts de recherche universitaires. Au préalable, une pétition de soutien avait recueilli 46 000 signatures.

[1] Communication de C. Vélot, 12 juillet 2008

[2] http://sciencescitoyennes.org/spip....

Adresse de cet article : https://infogm.org/france-christian-velot-un-lanceur-dalerte-soutenu-et-a-soutenir/